Le Conseil,

Vu le rapport du 28 mai 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Les marchés relatifs aux prestations de service à effectuer dans les immeubles de la Communauté urbaine viennent à expiration le 31 décembre 1998.

C'est pourquoi, en vue du renouvellement de ces marchés, il conviendrait de lancer une consultation unique.

Cette consultation concerne des prestations relatives à tous les immeubles communautaires sans référence à des bâtiments particuliers de façon à rendre ces marchés utilisables par toutes les directions de la communauté urbaine de Lyon.

Je vous suggère donc de lancer une consultation sous forme d'appel d'offres ouvert européen, en application des articles 295 à 298 du code des marchés publics pour l'année 1999 et éventuellement 2000 et 2001.

Les marchés qui découleront de cette consultation seraient de type à bons de commande, conformément à l'article 273 du code des marchés publics avec une estimation du montant de commandes (sans engagement sur un minimum ou un maximum).

L'ensemble de ces prestations serait décomposé en deux lots donnant lieu à deux marchés selon la répartition suivante :

- lot n° 1 : plantes d'intérieur et location de plantes,
- lot n° 2 : gardiennage physique, télésurveillance et intervention.

Il serait désigné un prestataire par lot. Le potentiel global de commandes est estimé annuellement à 750 000 F TTC.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné un avis favorable sur la procédure proposée le 18 mai 1998. ;

B - Propose d'approuver le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est présenté, de l'autoriser à signer les marchés de prestations de services qui en découleront ainsi qu'à accomplir tous les actes y afférents et de fixer l'imputation des dépenses ;

C - Précise que les candidatures et les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu les articles 273 et 295 à 298 du code des marchés publics ;

Vu sa délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995 ;

Oùï l'avis de ses commissions domaine et administration générale et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est présenté.

2° - Autorise monsieur le président à signer les marchés de prestations de services qui en découleront ainsi qu'à accomplir tous les actes y afférents.

3° - Décide que les candidatures et les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

4° - Les dépenses seront prélevées sur les crédits à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 1999 et éventuellement 2000 et 2001.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,